Politique des jeunes de la TC au Secrétariat National Jeune du 19/03/2017

Nous avons participé.e en tant que jeunes de la Tendance CLAIRE au Secrétariat National Jeune du 19/03/2017. Voici l'explication de nos votes et de notre politique en son sein.

D'abord nous partageons une partie des critiques formulées par les camarades de Contre Courant et de la PFC concernant l'organisation de ce SNJ. Nous pensons nous aussi qu'il n'y a pas de justification au fait que ce secrétariat ait été appelé moins d'une semaine à l'avance ne laissant ainsi que trop peu de temps pour le préparer. Et ce alors que nous savions et depuis longtemps le moment où nous aurions les résultats pour les parrainages de Philippe. Et bien que nous pensions qu'il était légitime et nécessaire de mettre toutes nos forces pour tenir et animer le cortège du NPA de la manifestation pour la Justice et la Dignité de l'après midi (cortège qui a été une réussite largement grâce au NPA jeune) nous pensons qu'il aurait été nécessaire de faire commencer le secrétariat nationale jeune dès le samedi matin.

Mais parce que ce SNJ a été convoqué par le BSJ il s'agissait bien d'un SNJ, et nous pensons qu'il n'était pas possible d'attendre les 1er et 2 avril pour en convoquer un. D'abord parce que nous soutenons l'autonomie de la jeunesse et que nous ne pensons pas que c'est au CPN de trancher l'orientation défendue durant les deux premières semaines de la campagne présidentielle par le NPA Jeune. Et puis parce que les camarades jeunes étant aussi au NPA et regroupant à une écrasante majorité les tendances et courants de la PFA il était légitime et nécessaire qu'une réunion du SNJ ait lieu pour que nous poussions à ce que cette campagne se fasse sur des bases plus clairement révolutionnaire.

En ce sens nous regrettons que les camarades de l'Etincelle aient choisi de ne pas participer du tout à ce SNJ, préférant faire une réunion en propre.

De notre côté avant ce SNJ nous avons proposé une contribution reprenant notre ligne quant à cette campagne dans la jeunesse. En résumé (mais tu peux la lire ici : lien contrib) nous pensons d'une part que le NPA Jeune doit être moteur dans la campagne présidentielle, comme il l'a été durant la recherche de parrainages en mettant en place son matériel propre et en organisant des meetings qui ont tous été de gros succès dans la jeunesse. D'autre part puisque dirigé par des tendances étant dans la PFA au NPA il doit être le lieu où la campagne s'élabore sur une ligne clairement révolutionnaire, où on ne signe aucun accord programmatique avec des réformistes (comme nos portes paroles nationaux l'ont fait ici : http://www.cadtm.org/Les-defis-pour-la-gauche-dans-la). Le lieu où on développe notre programme de transition en l'articulant avec le nécessaire contrôle ouvrier de la production, notre stratégie, passant par la participation aux luttes, le développement de l'auto-organisation, la convergence des

luttes vers la grève générale et le gouvernement des travailleurs. Et le lieu où on discute et où on fait apparaître notre projet de société : le communisme, une société par et pour les exploité.e.s et les opprimé.e.s.

Cette politique, nous pensons que nous pouvons la mener avec les camarades de la portion congrue, parce que sur le fond nous n'avons pas de divergences, cela s'est vu lors de ce SNJ. Ce qui n'est en rien contradictoire avec la politique, que nous portons aussi en commun, de construire et de structurer prioritairement la PFA dans la jeunesse. En ce sens nous espérons que lors des prochaines échéances nationales du NPA Jeune nous pourrons travailler plus directement de façon commune.

Les camarades de A et R ont aussi envoyé une contribution pour ce SNJ. Nous partageons certaines de leurs critiques. Nous aussi nous pensons que cette campagne doit se faire le porte-voix des luttes et que tout en étant centralement engagé.e.s dans la campagne Poutou nous ne devons pas délaisser les luttes auxquelles nous participons. Par exemple nous partageons la critique du meeting de Paris 8 dans la jeunesse qui en effet n'a pas assez parlé des luttes lycéennes, du mouvement contre les fusions d'universités et la sélection des étudiant-e-s, de la journée de grève du 7 mars dans la fonction publique etc. Et puis, autre exemple sur Toulouse sur le Mirail, nous pensons que la préparation du meeting Poutou (qui a été une vraie réussite), s'est faite en abandonnant trop la construction de la lutte contre la sélection et la fusion. Du coup, alors que nous aurions pu détacher quelques forces et organiser une AG qui aurait sans doute a minima regroupé 100-150 personnes (seuil un peu minimum quand il y a préparation au mirail) et qui nous aurait permis de bloquer le Conseil d'Administration, nous avons mis la totalité de nos forces sur le meeting, aucune AG ne s'est tenue et la sélection en master 1 a été adoptée par ce CA.

Mais nous pensons que dire qu'il faut se faire le porte-voix des luttes, y participer et pousser à leur convergence n'est pas suffisant. Nous sommes une organisation politique de jeunesse anticapitaliste et révolutionaire et en ce sens nous devons articuler notre soutien/participation aux luttes avec le port d'un programme de transition articulé à la prise de pouvoir par les travailleur.se.s, ainsi qu'avec notre stratégie révolutionnaire (auto-organisation, convergence, grève générale insurrectionnelle, gouvernement des travailleur.se.s) et notre projet de société, le communisme. Par ailleurs nous n'avons pas la même lecture de la situation politique. Nous pensons que certes, le mouvement contre la loi travail a permis de politiser une avant garde large mais la situation qui a suivi et que nous connaissons encore aujourd'hui est celle d'un reflux de la lutte de classe qui voit une partie importante de celle-ci s'orienter vers Mélenchon par exemple. Et bien que les manifestations contre la répression dans les lycées et ailleurs (Théo, Adama), le 19 Mars et le 7 Mars aient été des petits bols d'airs, la situation politique reste largement polarisée par les élections présidentielles et les sorties plus ou moins réactionnaires des principaux candidats. Dans cette situation et c'est une autre divergence, nous ne pensons pas que par notre volontarisme nous parviendrons à réellement modifier la situation (ce qui ne veut pas dire comme écrit plus haut qu'il ne faut pas participer et construire les luttes

éxistantes). De ce fait notre tâche centrale est donc la construction de notre campagne présidentielle pour les 5 semaines qui arrivent (à moins qu'un mouvement national non anticipé se développe) et nous devons la construire sur une base clairement révolutionnaire.

Les camarades du CCR ont quand à elleeux envoyé un projet de déclaration. Ce premier projet nous a semblé très opportuniste, vide, et bien plus droitier que ce qu'on a l'habitude de voir de la part des camarades (nous le remettons ici : https://docs.google.com/document/d/1szwpRYtsDliXAZ9KrxWYO2ECL4sRqNVfeDV-ZB4yCN8/edit?usp=sharing). En effet il était centré autour d'un anticapitalisme mou, sans mettre en avant nos perspectives stratégiques, sans même parler de révolution. Sans non plus articuler les quelques point programmatiques avancés avec le contrôle ouvrier de la production. Ni clairement avec le projet de société que nous souhaitons construire, le communisme.

Et puis les points programmatiques choisis étaient très limités, et ce même si il s'était agit d'un texte d'agitation tourné vers l'extérieur (ce qu'il n'était pas complètement puisqu'il s'agissait aussi de peser sur le CPN de la semaine qui vient). En effet il n'y avait d'abord rien sur les luttes féministes, rien sur les luttes LGBTI+, ce qui, en tout temps, n'est pas acceptable, mais dans le contexte où l'agresseur sexuel Denis Baupin porte plainte contre ses victimes, où Fillon propose de supprimer les délits d'entrave contre les sites publiant de la désinformation sur l'IVG, où Macron a dit que la manif pour tous avait été prise en otage (...) c'est d'autant plus grave. Il n'y avait rien sur l'écologie non plus, quand on connait l'urgence de cette bagarre mais aussi les nombreuses luttes l'entourant (Bure, Sivens, NDDL...) qui touchent notamment des jeunes et leur véritable actualité, cela ne nous paraissait pas possible.

Et puis concernant les axes programmatiques développés, les camarades centrent nouvellement une grande partie de leur politique sur la lutte pour la répartition du travail entre toutes et tous. Si nous pensons que cette revendication est centrale elle ne doit pas être la seule pour répondre à la question du chômage. A notre avis, l'interdiction des licenciements articulée à la nécessité de la prise de pouvoir par les travailleur.se.s est une revendication importante, dans un cadre ou les licenciements vont bon train et où notre candidat Philippe Poutou risque d'en faire les frais. Le salaire à vie est aussi important à avancer, car c'est une bonne réponse au débat avancé par Hamon et son micro-revenu universel, un salaire à vie qui prend appui sur les bouts de socialisme existants dans notre société (sécurité sociale, statut des fonctionnaires) et qui parle de fait directement à plusieurs secteurs des travailleur.se.s (intermittent.e.s, fonctionnaires). Ce salaire à vie, nous devons le proposer pour les étudiant.e.s, mais c'est insuffisant pour arriver à une égalité face à l'éducation. En effet, les inégalités territoriales ou entre filières (financées différemment selon l'intérêt des patrons) ne pourront disparaitre que par le contrôle des travailleur.se.s et de étudiant.e.s sur l'université et nous devons le dire.

Concernant l'axe contre la répression nous pensons aussi que c'est un axe important vu

la période mais nous pensons nécessaire de poser la question de la dissolution de la police et de son remplacement par l'auto-organisation de la population. Car d'une part quand les viols, les assassinats policiers suscitent des luttes et sont donc médiatisés cela peut poser plus largement la question du remplacement total de ce corps de répression de l'État bourgeois. Et puis dans un cadre où du fait notamment des interventions impérialistes françaises, les attentats se développent en France, nous ne pouvons nous satisfaire de demander des affaiblissements de l'appareil répressif, nous devons proposer en positif notre vision de la sécurité.

De plus nous ne partageons pas la vision que développent les camarades sur les questions démocratiques. Nous n'avons pas de désaccords pour dire que c'est un axe important à mettre en avant aujourd'hui, et nous sommes d'accord pour parler de révocabilité des élues, de salaires de ces derniers équivalant au salaire médians... Mais cela ne nous semble pas suffisant. Nous devons expliquer que nous ne sommes pas en démocratie aussi et peut-être principalement parce que les capitalistes possédant les richesses possèdent les vecteurs (médias, production universitaires dominantes...) de l'idéologie dominante et que c'est cette idéologie qui fait que les même défenseurs des intérêts bourgeois sont élus à tour de rôle. Et donc que pour être en véritable démocratie il faut que les travailleur.se.s prennent le pouvoir dans les entreprises, contrôlent la production.

Enfin nous pensons que la question de la construction d'une révolution et du contôle ouvrier de la production ne pourra se faire sans la rupture anticapitaliste et révolutionnaire avec l'Union européenne. Simplement parce que la révolution commencera à un endroit et que pour éviter les fuites de capitaux et les jeux d'inflation et de déflation de notre monnaie, il faudra créer une monnaie inconvertible. A la différence des camarades nous pensons qu'il faut le dire haut et fort car plus de 60% des travailleur.se.s s'opposent à cette Union Européenne et pour qu'il ne rejoignent pas les bras de Mélenchon ou pire de Le Pen nous devons dire que oui il faut rompre avec l'UE mais que bien sûr ce n'est pas suffisant et que le capitalisme national et ses institutions sont aussi à renverser.

Pour toutes ces raisons, mais surtout pour les premières (pas de contrôle ouvriers, projets de société flou, manque complet des luttes féministes LGBTI+ et écologistes...) nous étions parti pour ne pas amender ce texte. Mais sur une proposition des camarades de la portion congrue, dans notre volonté de construire la PFA et voyant que les camarades du CCR et d'A et R accepteraient une large partie nos amendements nous avons largement amendé le texte, en revenant sur l'ensemble des critiques citées plus haut (ajout d'un paragraphe féministe, LGBTI+, écologistes, ajout du contrôle ouvrier, du projet de société, de la révolution...). Nous avons aussi amendé sur la question de la condamnation claire des lois islamophobes, et pour la première fois, certe en comité réduit, le NPA jeune s'est prononcé unanimement pour cette condamnation ce qui est très positif. Après discussions en commissions d'écritures (où malheureusement les deux paragraphes LGBTI+ et féministes n'en ont fait plus qu'un...) il nous a semblé que le texte était assez bon pour être vôté, ce que nous avons

fait. Tout en gardant nos amendements sur l'Union Européenne, le contrôle ouvrier et étudiant de l'université et le salaire à vie, amendements que nous avons malheureusement vôté seul.e.s. Nous nous sommes par ailleurs abstenu sur l'amendement des camarades d'A et R sur la construction du 22 avril, car cette date n'étant pour le moment pas d'actualité à Toulouse et à Caen (lieu d'intervention de nos deux délégué.e.s), nous n'en avions pas assez discuté entre nous. Mais à priori nous ne voyons pas d'opposition à faire de cette date une de celle à construire de façon importante dans cette campagne, du moins là où elle a une réalité.

Dernier point les camarades ont malheureusement refusé que notre ancien délégué ayant déménagé à l'étranger soit remplacé par une autre camarade, et ce alors que les délégué-e-s sont d'abord élu-e-s sur des plateformes représentant leur orientations.

Les délégué.e.s de la TC Jeune au SNJ, le 22 mars 2017